

TRAVAIL
ET EMPLOI

Travail et Emploi

128 | octobre-décembre 2011
Varia

Catherine Omnès, Laure Pitti (dir.), *Cultures du risque au travail et pratiques de prévention au XXe siècle. La France au regard des pays voisins*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009

Sylvie Célérier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemploi/5403>

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2011

Pagination : 84-86

ISBN : 0224-4365

ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Sylvie Célérier, « Catherine Omnès, Laure Pitti (dir.), *Cultures du risque au travail et pratiques de prévention au XXe siècle. La France au regard des pays voisins* », *Travail et Emploi* [En ligne], 128 | octobre-décembre 2011, mis en ligne le 01 juillet 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/travailemploi/5403>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© La documentation française

Catherine Omnès, Laure Pitti (dir.), Cultures du risque au travail et pratiques de prévention au XXe siècle. La France au regard des pays voisins

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009

Sylvie Célériér

RÉFÉRENCE

Catherine Omnès, Laure Pitti (dir.), *Cultures du risque au travail et pratiques de prévention au XXe siècle. La France au regard des pays voisins*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009

- 1 Il y a au moins deux raisons de se féliciter de la parution de cet ouvrage collectif : pour la matière qu'il apporte à la compréhension de la prévention des risques professionnels et pour les points de discussion qu'il soulève. Un mot d'abord sur le thème de l'ouvrage que les éditrices justifient en rappelant les niveaux alarmants auxquels stagnent les risques professionnels dans notre pays et leur étonnante mise à l'écart des débats actuels sur les risques industriels et environnementaux. Pour éclairer cette situation, la perspective historique, qui est essentiellement développée ici, s'attache à la diversité d'acteurs qui ont pris leur part dans la « gestion des risques professionnels », à un moment ou un autre, d'une période s'étendant du dernier XIX^e siècle, où l'assurance contre les accidents du travail est instituée sur la base de la responsabilité (sans faute) de l'entrepreneur, aux années 1990¹.

- 2 Conformément à la démarche du Groupe d'histoire travail-santé (GHTS) à l'origine de cette initiative éditoriale, l'effort consiste à restituer les pratiques de ces acteurs, leurs façons de percevoir les problèmes et les solutions qu'ils imaginent, en tenant compte des rapports de force en présence. Abandonnant le découpage historique, les trois parties qui structurent l'ouvrage distribuent les contributions selon le statut des acteurs considérés face aux risques professionnels : professionnels qui ont mission de les limiter (I), acteurs impliqués dans le travail de leur formalisation institutionnelle (II) et animateurs de mouvements sociaux en lutte pour les réduire ou pour contrôler leur reconnaissance (III). Il s'agit, chaque fois, de repérer ce que chacun parvient à opposer aux risques professionnels et d'apprécier le caractère plus ou moins durable des montages qu'ils mettent en œuvre.
- 3 De la mosaïque d'études rassemblées ressort une matière foisonnante dont la première vertu est d'inscrire dans une histoire plus large la chronique des lois, décrets et règlements, qui conduit lentement à la sécurité intégrée (1976) puis à son obligation de résultat (1991). L'entre-deux-guerres compose un épisode particulièrement bruisant de cette histoire. Les diverses expériences qui s'y mènent viennent de sources variées : héritage de l'hygiénisme, accompagnement de nouveaux travailleurs réputés fragiles (femmes et jeunes) en remplacement des hommes, ou exigences de la production en butte à la santé de la main-d'œuvre, altérée par les privations, les handicaps de la guerre ou les « grands fléaux » du moment (tuberculose, syphilis). Dans ce contexte, la notion de santé au travail s'élargit, de même que l'éventail des acteurs qui la prennent en charge dans l'entreprise ou à sa périphérie : au-delà des seuls partenaires du « tripartisme à la française », ingénieurs-conseils, surintendantes d'usine, formateurs spécialisés, médecins d'usine, experts, etc., se trouvent désormais impliqués.
- 4 L'action de ces partenaires sociaux elle-même nous est présentée sous un nouveau jour. Les syndicats ouvriers s'intéressent plus qu'on ne le dit aux questions de santé et obtiennent une amélioration substantielle de la réparation en 1938. Ils investissent aussi le terrain juridique quand le lobbying auprès des parlementaires ou la négociation avec le patronat n'aboutit pas, et conquièrent ainsi l'élargissement de la notion de faute inexcusable de l'employeur en 1935. L'État, de son côté, fait parfois plus qu'arbitrer. Il lui arrive d'inciter, de stimuler, d'appuyer, particulièrement pendant le Front populaire. Comme employeur, il est loin cependant de donner l'exemple. Les instances internationales, ici l'OIT, sont également convoquées qui jouent leur partie dans la normalisation, l'information et l'incitation à la sécurité.
- 5 À bien y regarder pourtant, cette effervescence reste limitée et se concentre sur certains secteurs qui, d'ailleurs, soutiennent la croissance nationale d'alors : métallurgie, sidérurgie ou BTP. L'enquête de la CEGOS des années 1950 confirme le faible investissement des entreprises dans la sécurité et l'hétérogénéité des prises en charge. Cependant, pour limitées qu'elles soient, les initiatives de l'entre-deux-guerres dégagent un intéressant processus. À peine mises en œuvre, elles semblent pénétrer un espace encombré de multiples intérêts contre lesquels elles se heurtent et qu'elles heurtent elles-mêmes. Du côté des employeurs, par exemple, il ne sera jamais question d'ouvrir trop largement les ateliers aux responsables de la sécurité au motif de la préservation de l'unité de commandement. Ces « préventeurs » se tiennent donc à leur périphérie et leurs actions restent longtemps limitées à la sensibilisation des personnels. De même, le délégué que 1936 installe dans ces mêmes ateliers sape rapidement la fragile légitimité des surintendantes d'usine. Après 1945, le mouvement de professionnalisation dans la

santé et le travail social achève la réduction de l'espace santé-travail à la figure, qui restera longtemps dominante, du médecin du travail. Figure elle-même contestée par les médecins généralistes qui obtiennent le monopole de la pratique curative.

- 6 Les études témoignent ainsi de la fragilité des positions des « préventeurs » et de leur déficit de prestige. Aujourd'hui en Espagne, le même processus se répète dans les suites de la (pourant) profonde restructuration de la prévention de 1995. Quand elle n'est pas ignorée, la santé au travail peine donc à constituer une base solide pour garantir les positions professionnelles et assurer une autorité dans le champ. Aussi les « préventeurs » doivent-ils constamment diversifier leurs appuis, enrôler des experts et multiplier les formes d'action. D'où une activité protéiforme, fragmentée, souvent locale, pas toujours pérenne, dont l'ouvrage rend parfaitement compte. Cette activité ne prendra que tardivement (années 1970) la forme d'un conflit explicitement centré sur la santé au travail. Conflit animé par des ouvriers immigrés qui compensent peut-être ainsi le déficit de relais dont d'autres groupes disposent pour faire valoir leur droit à la santé.

- 7 Venons-en aux points de discussion qui concernent l'interprétation qui nous est proposée de cette riche matière. L'introduction générale propose de la lire comme un éclairage sur les raisons pour lesquelles « la prévention avait été si longue à s'imposer » dans notre pays. Une série d'obstacles auraient retardé son avènement et trop longtemps maintenu les risques professionnels dans la sphère de la réparation. Réparation et prévention sont ainsi mises en regard, voire opposées, la première considérée comme acceptation des risques par le paiement (approximatif) des dommages causés, la seconde comme moyen de réellement les réduire en les anticipant. Les contributions, cependant, ne valident pas toujours cette thèse et l'antinomie qu'elle suppose. Certaines montrent les ambiguïtés de la notion de prévention. Objet consensuel par excellence, elle arme la paix sociale, si utile au patronat, sans toujours porter de fruits. Elle se fait particulièrement efficace dans les phases de rationalisation qui incitent à l'examen plus précis des postes de travail. On nous montre encore des employeurs, réputés rétifs, qui s'y engagent résolument quand ils contestent toujours la réparation. On se demande alors si ce n'est pas plutôt celle-ci que celle-là qu'ils redoutent et combattent. Si on ajoute que la réparation est, depuis 1946, vue comme un des leviers essentiels de la prévention, l'intrication des deux notions semble, décidément, mieux argumentée que leur opposition. C'était du reste la thèse qu'avançaient Vincent Viet et Michèle Ruffat à la fin des années 1990². Réparation et prévention étaient pour eux indissociables, comme deux facettes d'une même approche des risques que les lois de 1976 et 1991 aménagent, mais ne réforment pas en profondeur.

- 8 Autre point de discussion, le poids donné aux « représentations » ou « cultures » dans l'interprétation générale qui intrigue pour des auteurs pourtant si attachés aux « pratiques en situation ». Ces « représentations », parfois, semblent s'émanciper et frôler le statut de déterminant. Ainsi en va-t-il de l'explication des risques par le « facteur humain » comme source de la restriction durable de la prévention à des actions de sensibilisation. Mais tient-on une explication ou décrit-on la cohérence d'un système ? Les « représentations » peuvent aussi s'émanciper comme résultantes, précisément quand de nouveaux risques émergent. Il faut alors, nous dit-on, s'adapter ou « convertir le regard », comme dans l'intéressant exemple des TMS (troubles musculo-squelettiques) qui décrit l'effort qu'il a fallu produire pour désarrimer la conception du risque de ses liens avec tel ou tel métier, et l'associer à l'organisation du travail et son intensité. Les « représentations » expriment en quelque sorte les pratiques de sécurité passées devenues obsolètes ou inadaptées. Elles en ressortent comme vis-à-vis des seuls risques,

vus comme dangers auxquels les travailleurs sont exposés et plus ou moins rapidement objectivés, selon les ressources et les pouvoirs à disposition. Mais ne faudrait-il pas considérer ces risques, aussi, dans leurs liens avec les catégories de travailleurs, éventuellement nouvelles (les femmes ici), qui y sont exposées, les besoins plus ou moins intenses de cette main-d'œuvre, le déploiement de nouvelles activités productives, les conditions particulières de rentabilité, *etc.* ? Beaucoup de contributions évoquent ces aspects de la dynamique productive sans toujours pouvoir complètement les intégrer. Le réexamen de la notion de risque, elle-même, pourrait être une clef intéressante.

NOTES

1. Voir les années 2000 pour l'éclairage proposé sur la situation espagnole.
 2. Viet V. et Ruffat M., *Le choix de la prévention*, Paris, Economica, 1999.
-

AUTEURS

SYLVIE CÉLÉRIER

Centre d'études de l'emploi-TEPP (FR 3435-Cnrs), CPN-UEVE